

RECENSIONS



Frédéric ENCEL

La guerre mondiale n'aura pas lieu.

Les raisons géopolitiques d'espérer,

Paris, Odile Jacob, 2025, 288 p.

Alors que le défunt Saint père François avait évoqué, il y a de cela plus de cinq ans, la « *troisième guerre mondiale par morceaux* », Frédéric Encel s'insurge contre cette perspective apocalyptique. En fait, tout dépend de ce qu'on appelle troisième guerre mondiale, car on semble toujours prisonniers des paradigmes liés à la Première et la Seconde Guerre mondiale.

Pour sûr, les quelques 50 pays réunis sous le label « groupe de Ramstein », mobilisant les pays apportant une aide militaire à l'Ukraine, surtout depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, ne vont pas livrer une bataille rangée sur ce que nous nommons le nouvel empire mongol, à savoir, la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord et leurs alliés, sous le regard attentif et angoissé du reste du monde. Pourtant, nul ne peut nier l'existence d'une chaîne conflictuelle s'étirant de la bande saharo-sahélienne qui s'étend désormais jusqu'aux cimes du Cachemire. Cette ceinture belligène implique ou mobilise à peu près partout les mêmes puissances, que l'on peut compter sur les deux doigts de la main. Ils forment ce que Raymond Aron avait jadis dénommé les guerres en chaîne. Aussi, on ne peut prendre la thèse de Frédéric Encel, spécialiste de géopolitique et maître de conférences à Sciences Po, pour une évidence. Qui en effet remettra en cause sa démonstration, à savoir que si les guerres ne vont pas disparaître, le risque d'un conflit généralisé est, lui, infinitésimal, pour une série de raisons ?

À l'appui de son argumentation l'auteur déconstruit la théorie, qu'il juge bien vite « *inepte* », du « *choc des civilisations* » de l'universitaire américain Samuel Huntington (1927-2008) qui, dans les années 1990, prétendait qu'après la guerre froide, les civilisations – appréhendées comme des blocs figés – formeraient le principal clivage des relations internationales¹. Certes elles n'ont jamais déclenché de

1. Huntington Samuel, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997, 402 p. (original : *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996).

guerre à elles seules. Pourtant bien des conflits, des heurts contiennent parmi leurs causes des racines civilisationnelles, si l'on appréhende ce concept dans son sens le plus large, religieux, culturel, ethnique, etc. De même l'opposition entre démocraties et régimes autoritaires, plus pertinente, n'est, sans doute qu'une variable parmi d'autres des rapports de force internationaux, mais elle reste une motivation importante. La guerre en Ukraine dans toute sa complexité comprend incontestablement cet aspect.

Aux yeux de l'auteur, la dissuasion nucléaire change radicalement la donne : la menace d'anéantissement limite le risque de conflit ouvert entre les puissances dotées de l'arme atomique (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord et Israël). Ceci s'est avéré en réalité exact jusqu'à présent, mais peut-on exclure à jamais l'utilisation de l'arme nucléaire tactique, en tous lieux et en toute circonstance ? Si on estime que l'arme nucléaire est amenée à se répandre et à perdurer dans les décennies à venir, les scénarii d'emploi se déverseront.

Frédéric Encel constate qu'à travers le monde, les populations civiles sont de plus en plus réticentes à accepter les sacrifices d'une guerre. Peut-être, dans nos sociétés riches, mais qu'en est-il du Sud, en RDC, au Soudan, en Éthiopie ? Pour lui, la guerre en Ukraine donne « *une parfaite illustration d'un phénomène de lassitude, au mieux, de rejet, au pire, de la guerre, non seulement en Ukraine mais aussi en Russie* ». Étrange constatation alors que la guerre se prolonge, se traduisant par plus d'un million de victimes de part et d'autre sans que l'on ait vu de révolte populaire à son encontre.

Il y a donc une véritable contradiction dans cet ouvrage qui, tout au long de ses pages, cherche à démontrer que la Troisième guerre mondiale n'explosera pas, mais qui en maints endroits fourmille de formules « *si un conflit mondial devait éclater dans les décennies à venir, il ne proviendrait pas vraisemblablement du continent africain* ». Saluons sa prescience lorsqu'abordant la question des relations indo-pakistanaïses, il écrit : « *or c'est là, et non dans d'éventuelles violences communautaires intra-indiennes, que pourrait se nicher **la source d'un conflit mondial gravissime** (nous soulignons), sachant que sur la question du Cachemire, Islamabad revendique davantage que New Delhi* ». Alors éclatera-t-elle ou pas, cette guerre mondiale ? Sûrement pas, mais on se réarme comme jamais depuis la chute de l'URSS pour l'éviter, et c'est cela la grande transformation de notre époque.

S.E.M. Eugène BERG



Jacques FATH (postface d'Antonios Abou Kasm)
La guerre, le droit et la paix. Déchiffrer les mutations de l'ordre mondial

Vulaines sur Seine, Éd. du Croquant, 2025, 300 p.

Jacques Fath poursuit son œuvre d'élucidation et d'explication du monde international, en fournissant presque chaque année un précieux ouvrage de questionnement. Après *Poutine, l'OTAN et la guerre*², et *Israël, le Hamas et la question de la Palestine*³, voici une vaste réflexion sur le sujet de l'heure, la guerre et la paix.

Se livrant au préalable à une étude anthropologique du phénomène, guerrier, il montre que celui-ci ne relève pas d'une supposée violence innée, génétique, de l'homme, mais bien d'une organisation sociale. C'est quand notre ancêtre a élaboré une arme spécifique vers 1700 et 1600 avant notre ère que la guerre se serait imposée comme mode de règlement des différends collectifs. C'est d'ailleurs l'explication qu'en a donné le Général Beaufre : « *dialectique des volontés employant la force pour résoudre les conflits* »⁴. Définition brève, qui dit l'essentiel, même si elle omet de mentionner qui emploie la force : les États et leur monopole légitime de la force armée (Max Weber), ou des groupes infra-étatiques. Très vite dans l'histoire des civilisations, on a investi plus pour tuer que pour chasser. C'est que son rendement économique, si on peut dire, était bien plus élevé.

Ce faisant, en en venant à l'état présent, lequel n'a jamais vu autant de guerres et de conflits, Jacques Fath en arrive à déplorer que la force prime sur le droit, que le multilatéralisme est négligé, sinon méprisé, que l'on assiste à une sophistication accélérée des armes, intelligence artificielle (IA), robots, armes hypersoniques, cyber, soldats augmentés, etc., la gamme paraît sans fin et sans limites. Le conflit a envahi le champ social, culturel, politique, stratégique, économique, financier, commercial. La responsabilité, la sécurité collective a disparu. De fait, aujourd'hui, avec le retrait des États-Unis, lesquels assuraient 40 % du financement total de

2. Faith Jacques, *Poutine, l'OTAN et la guerre : un échec stratégique. Sur les causes et les enjeux véritables d'une sale guerre en Ukraine*, Vulaines sur Seine, éd. du Croquant, 2022, 300 p.

3. Faith Jacques, *Israël, le Hamas et la question de Palestine. La guerre civile de Gaza, un choc majeur qui change la donne. Comment penser l'après et construire une solution politique ?*, Vulaines sur Seine, éd. du Croquant, 2024, 182 p.

4. Le Général Beaufre est l'un des théoriciens de la dissuasion française du « *faible au fort* ». Voir : Beaufre André (Général), *Introduction à la stratégie*, 1963, rééd. Paris, Fayard/Pluriel, 2012, 192 p.

l'aide humanitaire, et le drame de Gaza où en 2023 et 2024 plus de 280 humanitaires ont été tués par les bombardements israéliens en moins de dix mois, on doit se demander si celle-ci n'est pas en situation de commotion cérébrale ? Tout récemment, le Directeur général du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), Pierre Krähenbühl le confirmait en déclarant que « *le droit humanitaire est à l'agonie* », en précisant : « *sommes-nous en réalité en train d'accepter de vivre dans un monde où la guerre redevient une voie de premier recours, où elle peut se livrer sans limites ?* »⁵ Cette aide humanitaire repose sur la série des quatre Conventions de Genève et ses trois Protocoles additionnels.

Outre les différences d'agences de l'ONU, les États, elle est mise en œuvre sur le terrain par plus de 40 000 ONG, employant 570 000 personnes, dont les moyens, motifs, actions, varient considérablement. Le budget annuel alloué à l'aide humanitaire est modique : 29 milliards de dollars. Les trois quarts proviennent de fonds institutionnels, le reste de la générosité privée. C'est une goutte d'eau par rapport aux dépenses d'armement. Les peuples du Sud s'insurgent à juste titre des guerres menées par les puissances occidentales. Mais qu'en est-il alors des conflits entre pays du Sud global ? Ne faut-il y voir que des manigances capitalistes à la recherche du profit ? Que dire de la guerre civile au Soudan, du djihadisme au Sahel, du conflit interminable en République démocratique du Congo (RDC), des guerres en Éthiopie, en Birmanie, de la brève bouffée de violence entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires. À propos du nucléaire, Jacques Fath écrit que pour la Corée du Nord, ainsi que l'Iran, il s'agirait d'une arme défensive, en omettant de dire que la première menace par-là l'existence de sa voisine du Sud et que le pays des mollahs n'a jamais renoncé à vouloir détruire l'État d'Israël.

On aimerait bien le suivre en rêvant à un monde juste, égalitaire, pacifique, prospère et fraternel, mais on ne sait pas encore comment on y arrivera à vue d'homme. Peut-être par une réforme de l'ONU et un élargissement du Conseil de sécurité. Cela suffira-t-il ? En tout cas, la montée irrésistible des dépenses militaires, qui s'acheminent vers les 2,5 milliards de dollars, montrent que le chemin de la paix est encore loin et semé d'embûches. Faudrait-il y renoncer ?

S.E.M. Eugène Berg

5. Krähenbühl Pierre, « "Le droit international humanitaire est à l'agonie" » (entretien par Serge Enderlin), *Le Monde*, 8 juillet 2025, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/08/le-droit-international-humanitaire-est-a-l-agonie_6619930_3210.html (consulté le 16 juillet 2025).



Omar SALIOU LO
Le rôle de la CEDEAO dans la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest

Paris, L'Harmattan, 2025, 262 p.

La CEDEAO, lors de sa création en 1975, était une organisation économique, mais avec les crises récurrentes dans la région ouest-africaine elle a pu élargir ses compétences, notamment dans le domaine de la paix et de la sécurité ainsi que la bonne gouvernance. La question de la légitimité aujourd'hui de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est de plus en plus décriée dans la région, montre l'auteur qui a été responsable de la logistique au sein du Parlement de l'organisation.

Plusieurs facteurs expliquent cette perte de bien-fondé auprès des populations. En tant qu'organisation sous régionale, censée rendre plus forte cette partie du continent et de s'assurer de la stabilité dans les États qui la composent, la CEDEAO devrait jouer un rôle très important pour l'épanouissement des peuples d'Afrique de l'Ouest. Cependant, elle est de plus en plus contestée par les peuples des États membres qui la trouvent plutôt subjective dans ses réactions et prises de décisions. Le problème est né de plusieurs constats dans la façon dont elle résout les difficultés et les crises qui surviennent dans des pays membres. Ces dernières années la CEDEAO a été victime de plusieurs guerres civiles et des crises économiques qui ont retardé le développement de la région, mais aussi des coups d'État et des conflits armés qui ont été sanctionnés par l'intervention des institutions de Bretton Woods. Et nous avons vu comment les crises dans l'espace communautaire se transfèrent d'un État à un autre, raison pour laquelle la théorie constructiviste, en dehors de l'opération militaire, met en avant les activités qui permettent de comprendre et d'appréhender les réalités qui entourent l'individu.

C'est en cela que le traité révisé de 1993 ainsi que les protocoles de 1999 relatifs au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, et de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance sont de précieux acquis. L'élaboration et l'entrée en vigueur de ces textes se sont faites pendant une période où la région essayait de tourner la page des conflits armés au Libéria et en Sierra Leone, tout en promouvant les nouvelles règles du multipartisme, des élections démocratiques et du respect des libertés fondamentales. Rétrospectivement, il est même étonnant que la région ait pu se doter de

ces protocoles étant donné la culture politique qui y dominait. Toutes les crises violentes dans la région ont résulté d'une conjonction de facteurs internes et de facteurs déclencheurs ou aggravants, régionaux ou internationaux. En revanche, la CEDEAO peut retrouver pleinement sa légitimité en accompagnant les pays membres dans des réformes visant à renforcer la légitimité et l'effectivité de l'État, leur cohésion intérieure et leur ancrage dans les valeurs portées par la Communauté.

S.E.M. Eugène BERG



Jean-Paul DE GAUDEMAR

L'Afrique. Au cœur de la nouvelle guerre froide. Essai

Paris, L'Harmattan, 2025, 350 p.

L'Afrique est au cœur de la nouvelle guerre froide, multipolaire cette fois. S'y affrontent non seulement les protagonistes de la guerre froide de la fin du xx^e siècle mais de nouveaux acteurs, au premier chef la Chine. Une Europe, dont la France, en perte rapide d'influence, des États-Unis incertains, une Russie belliqueuse, une Chine affirmant sa puissance économique et son modèle de développement, plus quelques *outsiders* velléitaires, tel pourrait être décrit

sommairement le tableau offert par le continent et les nouveaux partages conflictuels dont il souffre, plus d'un siècle après ceux issus de la Conférence de Berlin de 1885 et des traités afférents. À ce jeu-là, l'Occident s'affaiblit sans cesse. L'Union Européenne surtout, dont au premier chef la France, un peu moins les États-Unis par leurs accords commerciaux et leurs exportations privilégiées, comme par leur maîtrise des grandes institutions financières telle la Banque Mondiale ou le FMI. Mais ces instruments sont eux-aussi de plus en plus contestés. En revanche, la Russie et la Chine semblent ressortir gagnantes de ces nouvelles règles du jeu. La Russie dans le domaine militaire et du maintien de l'ordre, et quelques trafics associés. La Chine par sa puissance financière, désormais aussi importante que celle des États-Unis.

Bien du chemin reste à parcourir avant que l'Afrique puisse maîtriser des technologies aussi complexes que l'hydrogène ou le nucléaire, ne serait-ce qu'en raison des insuffisances de sa main-d'œuvre en matière de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens, et donc de ses carences dans la recherche scientifique. Mais ce qui frappe le plus c'est aussi la façon dont les pays africains ont du mal à concevoir ensemble, notamment au niveau des régions ou sous-régions, une planification

énergétique cohérente, qui ne soit pas seulement l'effet d'opportunités diverses, notamment au regard des différentes influences politiques. Car l'Afrique dispose en réalité de tout l'arsenal énergétique nécessaire pour assurer à sa population le confort minimal fourni par l'accès à l'électricité. Surtout si ce continent parvient enfin à échanger avec lui-même toutes ces ressources et matériaux stratégiques et encore davantage s'il parvient aussi à maîtriser les technologies des énergies renouvelables et du nucléaire. Ainsi, si l'Union Africaine était capable de jouer pareil rôle, elle pourrait contribuer à initier pareille stratégie collective débouchant sur des mix énergétiques vertueux et conformes à l'accord de Paris en associant, en priorité au profit de leurs populations, toutes ces ressources disponibles, à la fois fossiles, renouvelables et nucléaires.

S.E.M. Eugène BERG



**Sous la direction de Denis-Ghislain MBESSA
et Floribert NOMO FOUA**

***L'Afrique subsaharienne face aux enjeux écologiques
actuels. Perspectives transdisciplinaires***

Paris, L'Harmattan, 2025, 362 p.

Les auteurs, issus de divers horizons, analysent les enjeux écologiques en Afrique subsaharienne à travers une approche transdisciplinaire. Leurs réflexions couvrent les domaines de l'art (chanson, peinture, installation, sculpture), de la littérature et de l'oralité (roman, nouvelle, conte écrit, récit autobiographique, science-fiction, mythes), des sciences humaines (urbanisme, anthropologie, sociologie, philosophie) et sociales (communication). L'angle d'analyse choisi est celui de l'écoconservatisme, vu comme gage d'un habiter écosolidaire et écoresponsable en Afrique subsaharienne qui repose sur la protection de la nature dans la quête du développement durable. Il s'agit de promouvoir une relation d'interdépendance entre l'Homme et la nature, relation qui ne rejette pas les lumières du progrès, mais critique le consumérisme et l'exploitation abusive de l'environnement. L'anthropocentrisme, le techno progressisme, le capitalisme et le mercantilisme qui dominent aujourd'hui notre monde remettent en cause des valeurs solidement ancrées dans la relation que nos ancêtres entretenaient avec la nature. Une réflexion écoconservatiste place alors au centre des problématiques écologiques actuelles les questions littéraires – éco-poétiques et éco-critiques notamment – anthropologiques, sociologiques, urbanistiques, spirituelles, éthiques, psychologiques et philosophiques. En effet,

il apparaît que la puissance technologique a un impact dévastateur sur la nature, qu'elle menace l'équilibre des écosystèmes. L'extractivisme, la déforestation, les conflits civilisationnels et le néocolonialisme, entre autres, sont identifiés par les contributeurs comme des causes majeures de l'« Afrocalypse » qui plane sur l'Afrique subsaharienne.

Les auteurs proposent également des solutions capables d'y remédier, en l'occurrence la pratique réfléchie de la géo-ingénierie, l'éthique écologique ancestrale, l'urbanisme écoprotecteur, le renouvellement des us architecturaux et la restauration de l'environnement. Toutes ces solutions visent à promouvoir l'écoconservatisme en tant que garantie de durabilité. Il s'agit certes d'une approche intéressante, mais qui ne prend qu'insuffisamment en compte la viabilité économique de leurs propositions. Comment seront formés, encadrés, rémunérés les architectes et les artisans de cet écoconservatisme ? Les entreprises seront-elles viables ? supporteront-elles la concurrence étrangère, chinoise en premier lieu ? Autant de défis qu'il conviendra d'affronter.

S.E.M. Eugène BERG



René BIDIAS

La diplomatie africaine à l'épreuve de la réforme de la gouvernance mondiale depuis les indépendances.

Une évaluation prospective

Paris, L'Harmattan, 2025, 195 p.

Ancien élève de l'École normale de Yaoundé, historien-internationaliste, l'auteur, qui est chargé de cours à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRICD) cherche à relancer le débat académique et public sur la place de l'Afrique dans le monde. Une discussion qui remonte aux indépendances ! À cet effet, il soumet à la discussion,

un répertoire d'actions collectives que les élites et les masses africaines organisées peuvent mener, afin de donner des chances de succès à la revendication d'une plus grande représentativité de l'Afrique dans les supplications décisionnaires de la gouvernance mondiale. Un pas a déjà été accompli lorsque l'Union Africaine (UA) a obtenu lors du G20 de Delhi en 2023 d'intégrer ce groupe. Même si les BRICS+ comptent désormais deux membres africains avec l'Éthiopie et l'Égypte, cette participation africaine aux instances mondiales reste insuffisante. On notera l'absence du « géant africain » qu'est le Nigéria. Et le continent africain attend toujours d'occuper deux sièges permanents au sein du Conseil de sécurité auxquels il

a légitimement droit. D'où ce débat qui paraît d'autant plus nécessaire et opportun que des acteurs de poids de la gouvernance globale, à l'instar des États-Unis, disent être disposés à soutenir la requête africaine. Conscient de la maxime selon laquelle, en diplomatie, les paroles et les promesses n'engagent que ceux qui y croient, René Bidias exhorte les élites africaines à prendre les autorités américaines au mot, afin de tester leur sincérité. Est-ce qu'un vœu noble est réaliste ?

Dans le même ordre d'idées, il pense que la « nouvelle ruée » des puissances occidentales et émergentes sur le continent africain dans le contexte de la géopolitique mondiale depuis 2000 lui ouvre des fenêtres d'opportunités de manœuvres politico-diplomatiques et stratégiques, susceptibles de lui permettre de négocier ses *desiderata* internationaux. Encore faudrait-il identifier et circonscrire ce champ de perspectives, afin de bien articuler les manœuvres possibles, étant donné l'ampleur des défis endogènes auxquels l'Afrique est confrontée. Ceux-ci sont le plus souvent appréhendés dans la littérature afro-pessimiste sous le prisme des préalables à accomplir avant toute revendication sur la scène internationale. Lui raisonne de manière inversée. Sur la base des expériences contemporaines des pays dont les ambitions internationales ont été des vecteurs d'importantes transformations intérieures (Russie, Chine, Iran, Turquie, si l'on ne s'en tient qu'à eux), l'auteur pense qu'il s'agit plutôt des défis à relever par les Africains dans l'optique de la concrétisation de leurs desseins internationaux.

Sur le plan intellectuel, l'Afrique peut s'enorgueillir d'avoir produit des figures tutélaires du panafricanisme, telles que Cheikh Anta Diop, Joseph Ki-Zerbo, Théophile Obenga, Omutunde, Grégoire Biyogo, Mbog Bassong. La liste est loin d'être exhaustive. Le renouveau du panafricanisme militant et politique qui a cours actuellement sur le continent devrait pouvoir susciter l'éclosion d'une nouvelle génération d'intellectuels panafricains. Cependant, ce n'est pas tant d'intellectuels qu'à besoin l'Afrique, mais d'hommes politiques nouveaux, plus jeunes et intègres, qui ne soient pas que des militaires, d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs, de scientifiques, de chercheurs, de médecins. Faisant l'objet d'une autre réflexion qui est en cours, la question controversée de la puissance militaire africaine n'est pas traitée ici. Réaliser son plan exigera beaucoup d'efforts et de constance, à commencer par plus d'ouverture et de démocratie, rester à l'écoute des jeunes (de la génération Z), lutter plus résolument contre les inégalités, la corruption, le clientélisme, ce qui n'est guère aisé, mais les exemples africains de bonne gouvernance montreront la voie, du Ghana au Botswana en passant par la Namibie.

S.E.M. Eugène BERG



Alphonse Bertrand ENG NDJEL

(préf. Léopold Sedar Edong)

Moscou dans les ex-colonies occidentales (CEDEAO et CEMAC). Offensive énergéto-minièrè retardée, Russophonie encastrée, Comprendre l'évaluation de la gouvernance, Appétits et querelles des puissances par procuration

Paris, L'Harmattan, 2025, 148 p.

Eng Ndjel Alphonse Bertrand, jeune chercheur à l'Université de Douala (Cameroun), est passionné par les études sur le monde russe et la coopération russo-africaine. Il a déjà écrit trois ouvrages, peut-être parce qu'il croit aussi à cette redistribution des cartes sur la scène mondiale, qui réserve une place de choix à la vision que la Russie offre au monde. C'est dans cette optique qu'il s'attelle à exposer les modes que revêt la présence de Moscou en Afrique subsaharienne. Ce faisant, il essaye de sortir de la redondance, puisqu'il propose un regard nouveau en mettant l'accent sur l'offensive énergéto-minièrè.

À travers le cas du Cameroun, il s'interroge sur les modalités et les résultats de la coopération entre la Russie et les pays d'Afrique noire. Mentionnons au passage l'importance de ce pays à la charnière de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. À ce titre, pilier de l'architecture de Yaoundé, le port autonome de Douala (PAD) monte en puissance dans la sécurité maritime du golfe de Guinée. Le lancement de la phase 3 du projet *Douala Port Security* (DPS) conforte cette dynamique. Principal port du Cameroun, le PAD voit passer près de 70 % des échanges du pays. Il joue également un rôle de *hub* logistique régional pour le Tchad et la Centrafrique, enclavés dans l'*hinterland* africain. Les phénomènes de piraterie, de pêche illégale et de trafics illégaux (stupéfiants, migrants, pétrole, etc.) qui minent le golfe de Guinée l'affectent donc directement. C'est pour ces raisons que le port accueille un centre multinational de coordination maritime de l'architecture de Yaoundé. Une initiative multinationale lancée par 24 pays en 2013 et qui lutte contre la piraterie et la criminalité maritimes. Problème, dans les années 2010, le port de Douala est connu pour la vulnérabilité de ses protocoles et infrastructures de sécurité.

L'ouvrage se concentre donc sur la CEMAC et la CEDEAO⁶, dont les ambitions souverainistes se décentrent des ex-métropoles. Toutefois, cette réorientation

6. Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ; Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

africaine impose de reconnaître que l’insertion de Moscou par rapport aux anciens colonisateurs est retardée par des problèmes de sécurité. Ces problèmes, au travers de la milice Wagner et de son successeur, l’*Africa Corps*, ont eu tendance à oblitérer la réalité du terrain. Ce travail d’une centaine de pages, composé de quatre chapitres tout aussi intéressants, ne prétend pas à l’exhaustivité. L’auteur, passionné par la Russie et la coopération russo-africaine, s’apprête à publier son troisième ouvrage. Il croit fermement à une réémergence de la Russie sur la scène mondiale et à la place de choix qu’elle peut y occuper. Moscou ne cache pas qu’elle choisit la multipolarité, qui se donne à voir par la constitution des BRICS élargis aux États africains (Égypte, Éthiopie). L’offensive russe reste à la traîne, mieux, elle avance progressivement à cause de la collision entre l’intégration de l’idéologie russe en Afrique et le réveil de l’identité africaine. C’est comme si les Africains sont obligés de faire un choix cornélien : opter entre l’idéologie russe (pour l’amitié et son soutien dans la lutte nationaliste de libération), et leur propre culture dont l’identité est singulière.

Ce travail scientifique, en plus de s’inscrire dans l’approche géopolitique, et même des politiques publiques, nous plonge aussi dans la démarche historique des relations internationales parce que le retard constaté dans la coopération russo-africaine trouve ses sources profondes dans les périodes (pré) coloniales, postcoloniales et durant la guerre froide. En plus d’être perceptible dans la coopération *stricto sensu*, la torpeur dans les percées russes en Afrique s’entremêle avec le jeu d’influence inter-puissances qui la rend plus exacerbée. Les positions de la Russie dans les pays de la CEMAC et de la CEDEAO semblent moins avancées par rapport aux USA, à la Chine et à la Turquie, qui s’activent davantage.

S.E.M. Eugène BERG



Attaye Ag Mohamed

Préface de Mahamat Saleh Annadif

Mali. Les ruines d'un processus de paix surestimé
« La médiation internationale et le piège de la
garantie diplomatique non contraignante »

Paris, L'Harmattan, 2025, 114 p.

Cet ouvrage-fruit d'un long engagement au cœur même du processus de paix au Mali émane d'un acteur direct des négociations et témoin privilégié des dynamiques internes. Membre du Comité de suivi de l'Accord d'Alger depuis 2020, chef de la délégation de la CMA (Coordination des

mouvements de l'Azawad) de 2021 à 2024, il occupe les fonctions de vice-président du Front de libération de l'Azawad. Il a pu ainsi observer de près les limites structurelles de la médiation internationale et les écueils d'une gestion superficielle des crises profondes qui ont conduit à la faillite tragique du processus d'Alger.

Son propos est sans concession : il est urgent d'abandonner les approches précipitées et purement sécuritaires au profit d'une solution politique viable, et enracinée dans les réalités historiques et locales. Saluons d'emblée la hauteur de son ambition, qui est de contribuer à une réflexion franche et ouverte sur la nécessité de revoir les stratégies de construction de paix bénéfique pour tous dans l'Azawad et dans l'ensemble du Mali, et plus généralement dans le Sahel. Mais gardons à l'esprit que la construction d'une paix durable, juste et acceptable pour tous les Maliens, y compris ceux qui ont des antagonismes profonds, est extrêmement difficile. En tout cas, on doit savoir gré à l'auteur d'analyser en épaisseur les raisons de l'échec du processus diplomatique amorcé en 2012, dont le point culminant fut l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger en 2015.

Il retrace les origines historiques du conflit malien, depuis la première rébellion touarègue de 1963 jusqu'à la résurgence violente des hostilités en 2012. Il souligne les insuffisances structurelles des précédents accords de paix signés à Tamanrasset, à Alger, à Ouagadougou et à Bamako. L'auteur met en évidence les contradictions profondes des médiations internationales successives, trop souvent marquées par des approches technocratiques superficielles, des rivalités diplomatiques internes, et l'incapacité à produire un consensus politique solide, inclusif et accepté par toutes les parties. Attaye Ag Mohamed examine en détail comment la médiation internationale conduite principalement par l'Algérie, avec l'appui de la CEDEAO, l'Union africaine, les Nations-Unies, l'Union européenne et d'autres partenaires régionaux et internationaux, s'est concentrée prioritairement sur la gestion sécuritaire immédiate, négligeant les revendications légitimes des populations du Nord-Mali (Azawad). Cette médiation, parfois perçue comme arbitraire et partielle, a souvent privilégié l'obtention d'accords rapides sous pression diplomatique et militaire, provoquant dès leur signature des divergences d'interprétations majeures et une mise en œuvre déficiente.

Par ailleurs, l'ouvrage explore la rupture radicale du processus de paix consécutive au coup d'État militaire d'août 2020, dirigé par le colonel Assimi Goïta. Cette prise de pouvoir militaire marque une dérive autoritaire sans précédent, caractérisée par l'expulsion de la MINUSMA et des partenaires occidentaux, ainsi que par le recours massif aux mercenaires russes du groupe Wagner et à des drones armés

turcs. Selon des informations révélées par *The Insider*, Bamako payait aux Russes plus de 10 millions de dollars par mois pour l'installation de bases militaires, l'envoi d'environ 2000 mercenaires pour combattre les djihadistes, l'entraînement de l'armée régulière et la protection du président Goïta et de son entourage. Cependant, le régime malien ne s'est pas pressé de respecter sa part du contrat. Ainsi, les trois entreprises russes créées spécialement pour l'exploitation des ressources du Mali n'ont enregistré aucune activité commerciale entre 2022 et 2024, les concessions ayant été attribuées à des sociétés locales. La Russie a réagi vivement en suspendant ses opérations militaires dans le pays. Moscou et Bamako ont finalement trouvé un compromis à l'été 2025 qui prévoit la construction de la première usine d'affinage d'or du Mali. Le complexe est détenu à 62 % par les Maliens et à 38% par les Russes, souligne *Slate*. L'objectif de production a été fixé à 200 tonnes d'or.

Cette militarisation extrême, associée à une rhétorique populiste sécuritaire, a entraîné une escalade dramatique des violences et une systématisation des exactions contre les populations civiles, conduisant à une véritable épuration ethnique silencieuse et à la reprise du conflit armé généralisé. La population paie un lourd tribut à la protection du pouvoir. D'après les données d'Acled, une ONG qui recense les victimes civiles de conflits dans le monde, 24 924 civils ont été tués dans des incidents impliquant Wagner et l'armée malienne en 2024. Un chiffre qui se monte à 434 victimes depuis le début de l'année 2025. En septembre 2024, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), la branche sahélienne d'Al-Qaïda, a attaqué la capitale, frappant son aéroport, avant de se disperser dans les villages aux alentours. Et les raids de l'armée sur ses positions présumées ont été un échec.

En conclusion, l'ouvrage appelle à une remise en cause fondamentale des approches diplomatiques et sécuritaires actuellement en œuvre au Mali. Il propose un nouveau paradigme centré sur une paix inclusive, ancrée dans les réalités locales et assortie de garanties internationales crédibles. Il insiste sur la nécessité urgente d'une mobilisation diplomatique et morale cohérente de la communauté internationale pour éviter que le Mali ne s'enferme dans un cycle infernal de violence. L'auteur nous prévient avec fermeté : sans changement radical de stratégie, les conséquences sécuritaires, politiques et humanitaires pourraient être catastrophiques, non seulement pour le Mali, mais aussi pour l'ensemble de la région du Sahel et au-delà. Agrémenté de quelques cartes, et de photographies, ce bref ouvrage offre un précieux point de vue de l'intérieur de la crise malienne dont on ne voit pas poindre la solution à l'horizon.

S.E.M. Eugène BERG



**Sabine Ndzengue Amoa, Ulrich Kevin Kianguebeni,
Yannick Nguina (ouvrage collectif)**

Préface de Fatma Ndiaye

***L'eau, une ressource à préserver
face aux changements climatiques***

Paris, L'Harmattan, 2025, 180 p.

Le réchauffement climatique, particulièrement dans les zones tropicales et subtropicales, modifie toutes les étapes du cycle hydrologique. Les précipitations deviennent moins prévisibles et plus irrégulières : certaines zones reçoivent plus de pluie, d'autres beaucoup moins. Ainsi en a-t-il été en septembre 2022 au Pakistan, lorsque 1700 personnes perdirent la vie, 33 millions furent déplacés, et 1,7 millions d'habitations endommagées. Les dommages causés par ces inondations ont été évalués à 30 milliards de dollars (9 % du PIB). L'évaporation augmente avec la chaleur, ce qui réduit l'eau disponible dans les sols, les nappes et les cours d'eau. Les phénomènes extrêmes – sécheresses sévères comme inondations violentes – deviennent plus fréquents et intenses. D'un autre côté, la fonte des glaciers et des neiges de montagne a des conséquences directes sur les ressources en eau : moins d'eau de fonte en été dans certains bassins versants, et plus d'eau de fonte à court terme qui ne peut pas être stockée efficacement. Au Pakistan, les 7200 glaciers fondent plus rapidement qu'auparavant : entre 2000 et 2019, leur masse glaciaire s'est réduite de 4,6 milliards de tonnes par an, l'équivalent d'1,8 million de piscines olympiques. Si la température moyenne s'élevait de 2°C d'ici 2100, un tiers de la glace de l'Himalaya disparaîtrait.

La montée du niveau de la mer menace les aquifères côtiers par intrusion saline, ce qui peut rendre l'eau souterraine impropre à la consommation ou à l'agriculture. À titre d'exemple, le niveau de la mer du Nord s'est élevé de 19 cm depuis 1900 et le rythme de hausse s'est accéléré, passant de 1,7 mm par an à 2,7 mm depuis les années 1990. Il convient donc de s'attendre à l'accentuation de la sécheresse, à des pénuries et à des risques sanitaires accrus. Aujourd'hui, ~2 milliards de personnes n'ont pas d'accès régulier à l'eau potable, et une grande partie de la population mondiale connaît des périodes de pénurie chaque année. Le changement climatique va aggraver ces pénuries, avec plus de régions devenant chroniquement sèches ou irrégulières dans leurs apports hydriques. Or, l'eau est essentielle pour l'alimentation (70 % de l'eau douce est utilisée en agriculture), l'industrie, la production d'énergie (hydroélectricité, refroidissement des centrales).

Le manque d'eau peut entraîner des conséquences économiques, sociales et sanitaires graves sans une gestion adéquate. Bien des événements liés à l'eau sont intensifiés par le climat. Les périodes de sécheresse sont plus fréquentes et plus sévères dans de nombreuses régions, réduisant drastiquement les débits des rivières et la disponibilité d'eau pour les cultures et les humains. Les événements caniculaire survenus dans le bassin amazonien, au Mali ou au Burkina Faso sont devenus dix fois plus probables depuis 2015. Les pluies plus violentes conduisent à des crues soudaines, aggravant les risques pour les populations, les infrastructures et la qualité de l'eau (par pollution, débordements, etc.).

L'Iran a connu en 2025 sa sixième année d'affilée de sécheresse, poussant les autorités à envisager une évacuation de Téhéran, la capitale iranienne, et de sa banlieue, soit plus de 14 millions d'habitants. Après un nouvel été sec et caniculaire, l'automne se poursuit avec des précipitations exceptionnellement faibles dans ce pays au climat continental. Les principaux barrages du pays ont atteint des niveaux critiques. Selon Sadegh Zeyaeyan, directeur du Centre national de prévision météorologique, cité par les agences de presse iraniennes le 8 novembre, les précipitations ont chuté de près de 86 % à l'échelle nationale depuis le début de l'année hydrologique (commencée le 23 septembre), et de 96 % à Téhéran, où il n'est tombé qu'un seul millimètre de pluie – un phénomène inédit depuis un siècle. Les précipitations moyennes annuelles sur la période 1991-2020 s'élèvent à 220 millimètres.

D'ici 2050, le nombre de personnes exposées à des manques d'eau, des pénuries ou des stress hydriques devrait fortement augmenter. Les régions dépendantes de glaciers (Andes, Alpes, Himalaya) sont particulièrement vulnérables à la perte de sources d'eau régulières. Des écosystèmes aquatiques entiers – rivières, zones humides, lacs – sont sous pression, avec des conséquences sur la biodiversité, la qualité de l'eau et les services écosystémiques.

S.E.M. Eugène BERG